

BANQUE DE FRANCE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DE M. LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE

DR n° 2243

du 18 juillet 2007

Mise à disposition

Section 8.2.2.

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE

Vu l'article 226-1 du Statut du personnel,

DÉCIDE

Article 1^{er} : La mise à disposition est la situation de l'agent qui, réputé occuper l'emploi correspondant à sa catégorie et à son grade, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais exerce ses fonctions dans un organisme extérieur dans l'intérêt de la Banque ou dans un intérêt public.

Article 2 : La mise à disposition ne peut intervenir qu'avec l'accord de l'agent. Elle est prononcée par une décision du Gouverneur, pour une durée déterminée qui peut être renouvelée.

Elle fait l'objet d'une convention entre la Banque de France et l'organisme d'accueil, qui définit notamment la nature et le niveau des activités exercées par l'agent mis à disposition, les conditions d'emploi et les modalités du contrôle et de l'évaluation desdites activités.

La mise à disposition peut prendre fin à la demande de l'agent, de la Banque ou de l'organisme d'accueil avant l'expiration de sa durée, sous réserve du respect des règles de préavis prévues dans la convention.

Article 3 : Les agents mis à disposition relèvent de l'ensemble des dispositions applicables au personnel de la Banque, sous réserve des dispositions des articles 4 à 6 de la présente décision. Ils sont soumis en particulier au code de déontologie financière institué par la Décision réglementaire n° 2068.

Article 4 : L'organisme d'accueil fixe les conditions de travail. Il est responsable en particulier du respect des règles relatives à la durée du travail, au travail de nuit, au repos hebdomadaire, aux jours fériés et à l'hygiène et la sécurité.

La Banque de France délivre les autorisations de travail à temps partiel et accorde les congés de formation auxquels l'agent peut prétendre, après accord de l'organisme d'accueil.

Article 5 : Les agents mis à disposition sont placés sous l'autorité hiérarchique de l'organisme d'accueil.

Le pouvoir disciplinaire s'exerce dans les conditions prévues aux articles 229 et suivants du Statut du personnel.

Article 6 : Les agents mis à disposition sont évalués par l'organisme d'accueil. Le rapport d'évaluation est transmis à la Banque de France.

Article 7 : Les agents mis à disposition perçoivent la rémunération (traitement nominal, allocations spéciales mensuelles, indemnité de résidence, indemnité de fonction ou de direction, compléments familiaux, supplément familial de traitement, primes de bilan, de productivité et complément uniforme) versée à un agent de grade équivalent exerçant ses fonctions dans les services de la Banque.

Ils continuent à cotiser aux régimes obligatoires auxquels ils étaient affiliés avant leur mise à disposition et à bénéficier de leurs prestations.

Article 8 : La mise à disposition donne lieu, sauf exception, à remboursement de la Banque par l'organisme d'accueil.

Article 9 : La Commission consultative sur les incompatibilités instituée par la Décision réglementaire n° 2180 peut être consultée par le Gouverneur préalablement à la décision de mise à disposition.

Article 10 : La présente décision est applicable à compter du 1^{er} août 2007.

Christian NOYER